

## RAPPORT DE MISSION A KIGALI

Atelier de lancement du projet Régional du BRA/PNUD sur les politiques économiques d'appui aux OMD et à la réduction de la pauvreté.

Une délégation mixte de 4 membres (bureau PNUD et gouvernement) a participé du 21 au 24 mars à Kigali (Rwanda) à l'atelier ci-dessus cité. La délégation était composée de :

- Joseph Byll-Cataria RR/RC
- Djibrina Barry Economiste Principal
- Madame Zalimatou Cissé conseillère au Ministère de l'économie et des finances
- M. Modibo Dolo Directeur national de la planification du développement

Contexte de l'atelier et du projet

Il existe maintenant un consensus qui se dégage sur le fait que les programmes de stabilisation macroéconomique et d'ajustement structurel, qui ont dominé les politiques économiques ces dernières décennies n'ont pas produit les taux de croissance réductrice de pauvreté escomptés. Les premières analyses des facteurs sous-jacents à cela ont tenté de blâmer la faible capacité des institutions nationales à mettre en œuvre ces politiques. Cependant, la plupart des analyses empiriques de l'expérience de la mise en œuvre ont plutôt abouti à une remise en cause des politiques d'ajustement structurelles elles mêmes.

L'introduction des CSLP/DRSP dans le cadre des initiatives de la remise de la dette et de la réduction de la pauvreté au niveau mondial a été une réponse aux faiblesses des programmes d'ajustement structurels antérieurs à générer de façon durable des taux de croissance réductrice de la pauvreté. Les CSLP constituent le résultat d'efforts visant à mettre en place un processus de formulation des politiques qui recherchent à renforcer les liens entre les politiques macroéconomiques et les politiques sectorielles. L'introduction des CSLP a aussi été une réponse au besoin d'élargir la participation dans la formulation de politiques structurelles et macroéconomiques et dans le processus de mise en œuvre.

Depuis le Sommet du Millénaire en septembre 2000, la légitimité aussi bien que les effets des CSLP sont de plus en plus liés à leur impact sur la réalisation des OMD.

Mais plusieurs évaluations indépendantes de la première génération de CSLP indiquent que les composantes de leur cadre macroéconomique actuel ne sont pas véritablement différentes de ce celles des programmes d'ajustement et de stabilisation. De façon spécifique, il y a un manque de cohérence entre le cadre macro-économique des CSLP et leur objectif ultime qui la réduction de la pauvreté. Cela suggère que le champ est ouvert en matière de réflexion et de travail dans ce domaine que sont les politiques pro-pauvres particulièrement pour s'assurer que les CSLP constituent des outils efficaces pour atteindre les OMD. Ceci est particulièrement opportun en Afrique Subsaharienne étant donné le processus d'évaluation des OMD en cours qui indique qu'il y a des contre-performances surtout en ce qui concerne la réduction de la pauvreté.

Au regard de cette situation, le Bureau Régional du PNUD pour l'Afrique a lancé dans le cadre du second Cadre de Coopération Régional pour l'Afrique (2002-2006) le Projet Régional pour la promotion des politiques pro-pauvres dans les pays d'Afrique au sud du Sahara dans le contexte des CSLP et des OMD. Le Projet Régional va renforcer les programmes nationaux dans l'établissement de liens entre les politiques macro-économiques et structurelles d'une part et les stratégies de réduction de la pauvreté d'autre part.

Les objectifs spécifiques du Projet Régional sont les suivants :

- Contribuer à renforcer au niveau national la participation et l'appropriation de la formulation de politiques pro-pauvres ;
- Influencer de façon plus concrète le cadre de politique économique des CSLP vers une orientation plus pro-pauvres ;
- Stimuler la recherche et élargir le dialogue sur les options économiques en ce qui concerne les objectifs d'accélération de la réduction de la pauvreté dans le contexte de d'établissement de liens efficaces entre les CSLP et les OMD.

### Approche du Projet

La stratégie de l'appui du PNUD aux pays africains pour mettre en place les politiques macro-économiques, structurelles et sectorielles qui soient plus en phases avec les initiatives en faveur de la réduction de la pauvreté trouve son fondement dans le cadre conceptuel du développement humain. L'un des postulats importants de l'approche du développement humain est que la croissance et l'équité doivent être considérées comme deux moyens qui se renforcent mutuellement dans la promotion du développement humain.

### Objectif de l'atelier de Lancement

- Sensibilisation, formation aux alternatives/options de politiques pro-pauvres;
- Emergence d'une coalition des acteurs nationaux et autres dans le domaine des politiques pro-pauvres
- Préparation de terrain pour les interventions de renforcement des capacités au niveau national

### Résultats attendus

Les principaux résultats attendus sont les suivants :

- Les acteurs sont mieux sensibilisés aux politiques pro-pauvres dans le contexte des CSLP en particulier ;
- Des coalitions sont constituées entre les décideurs de politiques économiques et les institutions de recherches au niveau national.
- Meilleure clarification conceptuelle et programmatique des liens entre CSLP et OMD réalisée.

Le Mali fait partie des pays retenus pour être ceux d'application du projet.

### Déroulement de l'atelier et principaux résultats

A) L'atelier a vu la participation de :

- Directeur du BRA/PNUD ; M. Janneh
- les RR et les Economistes principaux de nombreux pays.
- Les responsables des administrations nationales en charge des politiques de réduction de la pauvreté

- Les représentants de certains grands instituts de recherches africains et non africains.

B) en matière de résultats :

b.1 l'atelier a confirmé le besoin de trouver et d'appliquer dans les pays des politiques alternatives ou correctives aux politiques actuelles dans le sens d'être compatibles avec la réduction de la pauvreté et d'avoir un impact effectif sur celle-ci.

b.2 les expériences de pays qui ont été présentées, associées aux contributions de personnes ressources de qualité ont permis aux échanges d'aboutir à des convergences sur une approche conceptuelle en matière de politiques pro-pauvres et l'identification des grands axes de politiques à explorer pour corriger les insuffisances actuelles. Ils portent sur :

- la problématique de la croissance. Comment rendre celle-ci forte, durable et redistributive.
- la question de l'équité.
- les politiques budgétaires avec la problématique du niveau de déficit optimal.
- les politiques monétaires, du crédit et de l'inflation : politiques expansionnistes versus politiques restrictives ; problématique du niveau d'inflation optimal
- politiques de l'investissement. Le rôle moteur de l'investissement public dans la croissance redistributive
- l'articulation OMD/DSRP et la question de l'horizon temporel et du cadre de programmation.
- les politiques de l'emploi
- les stratégies d'ouverture extérieure qui posent la problématique des biais institués dans les règles du commerce international : subventions aux produits exportés par les pays développés.
- les politiques de libéralisation financière.

b.3 propositions d'actions pour la suite.

- identifier des instituts d'excellence et renforcer leurs capacités afin qu'ils affinent la réflexion théorique sur la formulation de politiques pro-poor
- œuvrer avec les décideurs nationaux pour faire prendre en compte effectivement ces politiques correctrices dans les stratégies nationales telles que les CSLP/DRSP
- concernant plus particulièrement les pays de la zone franc, la problématique de base est la conquête de la maîtrise de leurs politiques macroéconomiques afin de rendre celles-ci compatibles avec les exigences de la lutte contre la pauvreté.
- appuyer ces pays dans le cadre des luttes pour obtenir la suppression des subventions à l'exportation accordées par les pays développés à leurs producteurs : le cas spécifique du coton.
- conduire dans tous les pays des exercices d'évaluation des besoins « need assessment » pour la réalisation des OMD, en complément aux rapports de progrès déjà produits.

Contribution du Mali

- un document sur la situation du Mali au regard des politiques de réduction de la pauvreté. produit par une équipe de deux consultants du GREAT ( Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique) : Massa Coulibaly et Amadou Diarra.

- une communication sur le cas du Mali présentée par l'Economiste principal du bureau et complétée par Madame Zalimatou Cissé conseillère au Ministère de l'économie et des finances et par Modibo Dolo Directeur national de la planification du développement.

Voir ces documents ci-joints.

## Conclusion

Après le premier atelier tenu à Cape Town en juillet 2004 qui a permis au PNUD de se donner un point d'entrée en matière de renforcement des capacités des pays à élaborer et à mettre en œuvre des politiques véritablement pro-pauvres, cet atelier aura permis de donner un contenu opérationnel à ce projet.

Le bureau du Mali se voit investi de la responsabilité de la mise en œuvre de la dimension nationale de ce projet régional.